



Signataires : Lionel Dugerdil, Stéphane Florey, Christo Ivanov, Florian Dugerdil, Marc Falquet, Vincent Canonica, Yves Nidegger

Date de dépôt : 15 mars 2024

Projet de loi
modifiant la loi générale relative au personnel de l'administration cantonale, du pouvoir judiciaire et des établissements publics médicaux (LPAC) (B 5 05) (Incompatibilités tenant à la parenté)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi générale relative au personnel de l'administration cantonale, du pouvoir judiciaire et des établissements publics médicaux, du 4 décembre 1997, est modifiée comme suit :

Art. 9B Incompatibilités tenant à la parenté (nouveau)

¹ Le conjoint, les parents en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré et les alliés en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré d'un membre du Conseil d'Etat ne peuvent être engagés comme employés.

² Le membre du personnel de la fonction publique dont le conjoint, un parent en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré ou un allié en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré est élu au Conseil d'Etat ne peut être nommé ni directeur ou directeur adjoint d'un office ni secrétaire général ou secrétaire général adjoint d'un département.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Aujourd'hui, le parent, le conjoint ou l'allié d'un conseiller d'Etat peut dans la plus parfaite légalité être engagé à l'Etat comme employé (membre du personnel accomplissant une période probatoire), puis être nommé fonctionnaire.

Le cadre actuel est loin d'être optimal et est susceptible de créer des situations rocambolesques ou problématiques, par exemple lorsque le fonctionnaire a un lien hiérarchique avec un proche conseiller d'Etat. Sans parler des accusations de népotisme, fondées ou pas, que peuvent susciter dans la population de tels engagements.

L'objectif du présent projet de loi est de combler diverses lacunes de la LPAC en précisant que les conjoints, les parents en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré et les alliés en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré d'un membre du Conseil d'Etat ne peuvent pas être engagés comme employés au sens de l'art. 6 LPAC. Le membre du personnel de la fonction publique déjà occupé au titre d'employé pourrait être nommé fonctionnaire dans l'éventualité où un proche accède au Conseil d'Etat.

Pour mémoire, les parents en ligne directe sont ceux qui descendent l'un de l'autre, les parents en ligne collatérale ceux qui, sans descendre l'un de l'autre, descendent d'un auteur commun (art. 20, al. 2 CC). Les père et mère sont donc en ligne directe au premier degré avec leurs enfants, tandis que les grands-parents sont en ligne directe au deuxième degré avec leurs petits-enfants. En ligne collatérale, les degrés se comptent en remontant jusqu'à l'ascendant commun pour redescendre vers l'autre parent. Une nièce et son oncle sont ainsi parents en ligne collatérale au 3^e degré.

L'autre volet du projet de loi concerne l'hypothèse dans laquelle un proche d'un membre du personnel de l'Etat accède au Conseil d'Etat. Dans ce cas, le projet de loi prévoit que le membre du personnel de la fonction publique ne peut être nommé ni directeur ou directeur adjoint d'un office ni secrétaire général ou secrétaire général adjoint d'un département, de très hauts postes généralement sous l'autorité directe d'un conseiller d'Etat ou du Conseil d'Etat dans son ensemble.

Au vu de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil à ce projet de loi.